

Assurer un
Traitement
Equitable **pour**
les Travailleurs
dans un Monde
en Mutation

Déclaration de Belgrade

Adoptée lors de la Conférence à mi-mandat 2025 de la CES

Conférence à mi-mandat 2025

Déclaration de Belgrade

Représentant plus de 45 millions de travailleurs dans 41 pays du continent, la Confédération européenne des syndicats (CES) est la voix des travailleurs en Europe.

Réunis à Belgrade, en Serbie, en mai 2025, les dirigeants syndicaux de toute l'Europe ont discuté des préoccupations et des priorités des travailleurs, de leurs familles et de leurs communautés.

Les défis auxquels sont confrontés les travailleurs et leurs syndicats en Europe se sont accrus depuis le Congrès de la CES de 2023, notamment les processus de restructuration mal gérés et les menaces de pertes d'emplois en Europe, l'augmentation de la crise du coût de la vie, les nouveaux défis mondiaux et géopolitiques, les tarifs douaniers supplémentaires imposés par l'administration américaine et ses attaques contre les travailleurs, la poursuite de l'agression russe contre l'Ukraine, la montée de l'extrême droite, les nouvelles attaques contre les travailleurs et les droits syndicaux par les employeurs et les milliardaires, les pressions accrues en faveur de la déréglementation et de l'austérité. Les défis en matière d'emplois de qualité demeurent, certains groupes ont connu une détérioration de la sécurité et des conditions d'emploi, tandis que l'exploitation extrême et le vol de salaire se sont accrus.

Face à ces défis, les dirigeants syndicaux - affiliés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne - sont unis pour obtenir un accord équitable pour les travailleurs de notre continent, pour construire la solidarité avec les travailleurs en Europe et dans le monde entier, et pour renforcer notre travail commun de solidarité afin de résister à toute attaque contre les travailleurs et leurs droits.

Les objectifs et les priorités du Manifeste de la CES à Berlin sont plus urgents que jamais.

Les travailleurs et leurs syndicats insistent sur le fait que notre avenir, notre bien-être et notre sécurité en Europe dépendent d'une démocratie forte, des droits individuels et collectifs, de l'égalité, du progrès et de la cohésion sociale, ainsi que de la sécurité économique qui offre des emplois de qualité, des salaires équitables, des revenus et des pensions permettant de mener une vie pleine et heureuse : une société plus juste et plus égalitaire. La lutte contre le dumping social, la précarité et les inégalités doit être renforcée.

Des normes sociales minimales contraignantes au niveau de l'UE, le dialogue social et la négociation collective, les droits des syndicats et des travailleurs, l'information, la consultation et la participation, la santé et la sécurité au travail, ainsi que des protections sociales solides et des soins de longue durée, l'accès universel à des services publics de haute qualité sont essentiels pour atteindre ces objectifs.

L'UE doit tenir sa promesse de créer une convergence sociale vers le haut. Les travailleurs et leurs syndicats insistent donc sur la pleine mise en oeuvre du pilier européen des droits sociaux, y compris par le biais de nouvelles mesures législatives européennes. Les négociations collectives doivent être renforcées, notamment par la mise en oeuvre effective de la directive sur le salaire minimum, et en utilisant pleinement les plans d'action nationaux pour atteindre progressivement une couverture de 80 % des négociations collectives, afin de mieux protéger les travailleurs.

Nous défendrons toujours les droits syndicaux et répondrons à la destruction des syndicats et aux attaques contre le droit de grève. Nous promouvons la démocratie et l'égalité au travail en tant que revendication horizontale dans les secteurs public et privé. Le renforcement des droits à l'information, à la consultation et à la participation des syndicats et des représentants des travailleurs dans tous les domaines et secteurs concernés reste une priorité essentielle.

Nous devons également protéger les générations futures et leur donner de l'espoir, notamment en nous attaquant aux causes et aux effets du changement climatique, tout en créant des emplois de qualité, en garantissant un logement abordable et adéquat pour tous et en renforçant la capacité économique et industrielle de l'Europe - en assurant une transition juste et en anticipant et en gérant le changement.

Les récents développements politiques en Europe et dans le monde nous avertissent que la paix, la justice sociale et la sécurité sont impossibles sans une économie équitable qui valorise l'égalité des salaires et des richesses et la redistribution, et qui offre de bonnes conditions de vie aux travailleurs, aux retraités, aux familles et aux communautés, sans une Europe plus intégrée qui protège l'État de droit, et sans un système multilatéral fort basé sur le droit international et les droits de l'homme.

Une économie forte, solidement bâtie sur des emplois de qualité et sur notre modèle social, peut constituer le fondement de la réussite économique et sociale de l'Europe. C'est pourquoi des investissements à grande échelle assortis de conditions sociales sont nécessaires de toute urgence pour renforcer la cohésion sociale, économique et territoriale, la politique industrielle, les infrastructures, les services publics, une transition verte et numérique juste, et la connaissance - de l'éducation et de la formation professionnelle à la recherche et à l'innovation. Les règles fiscales de l'UE devraient être immédiatement suspendues pour permettre un investissement rapide dans ces domaines et dans d'autres domaines cruciaux, des outils d'investissement communs permanents devraient être développés, et un système fiscal plus équitable devrait être garanti, y compris une taxe sur les transactions financières et des taxes sur les effets d'aubaine.

Et il ne peut y avoir de chèques en blanc pour nos investissements. L'Europe doit en avoir plus pour son argent. De meilleures règles en matière de marchés publics et de conditionnalités sociales sont nécessaires pour garantir que l'argent public est utilisé pour assurer des emplois de qualité, couverts par une convention collective, et non pour des primes de PDG ou des rachats d'actions.

Une économie déréglementée, néolibérale, à faible niveau de droits et de rémunération ne permettra pas de relever les défis de l'Europe en matière de compétitivité et créera plus de problèmes qu'elle n'en résoudra.

Le discours patronal qui présente la législation européenne comme un fardeau est réducteur et représente une menace pour le projet européen. Ce dénigrement de l'UE sape la confiance dans les institutions, alimentant l'euroscepticisme et l'extrême droite. Une approche déréglementaire de la compétitivité n'a pas sa place dans une Europe. Nous n'accepterons jamais que les droits, les salaires et les conditions des travailleurs soient sapés ou endommagés par la déréglementation et la simplification. Ce que l'on appelle "Omnibus I" constitue une dangereuse initiative de déréglementation, et la directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de développement durable doit être sauvegardée.

Notre modèle social, nos investissements et nos emplois de qualité, ainsi qu'une politique industrielle ambitieuse reposant sur l'autonomie stratégique et des initiatives pour assurer une énergie abordable, fiable et propre, jetteront les bases d'une compétitivité durable sur le site et de la réussite économique et sociale du projet européen - et non des approches d'austérité ou de déréglementation qui ont échoué. Comme le stipulent les traités de l'UE, l'objectif doit être de construire "une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social".

La défense et le renforcement de la démocratie et de ses institutions sont essentiels pour l'avenir de l'Europe. La démocratie au travail est essentielle. Notre démocratie doit englober une voix respectée pour les travailleurs, une voix suffisamment forte pour garantir le contrôle des décisions qui affectent leur vie, y compris sur leur lieu de travail.

Face aux menaces de l'extrême droite et de l'autoritarisme, l'Europe doit réaffirmer - et ne pas se laisser intimider - ses valeurs de modèle social fort, de paix, de démocratie, de prospérité, d'égalité, d'unité, de cohésion et d'inclusion. Cela inclut l'engagement de garantir l'égalité entre les hommes et les femmes, notamment en éliminant les écarts de rémunération et de pension entre les hommes et les femmes, ainsi que la violence et le harcèlement sur le lieu de travail.

L'Europe doit rester un acteur mondial et un moteur puissant de la justice sociale, de la paix et des droits de l'homme dans le monde, ainsi que de l'ouverture et de la solidarité. Cela devrait inclure des efforts renouvelés pour garantir une paix juste et durable à mettre en place avec l'Ukraine et pour promouvoir la paix dans d'autres zones de conflit, y compris le Moyen-Orient et la République démocratique du Congo. La CES condamne l'approche de la "forteresse Europe", où les libertés individuelles et les droits collectifs sont compromis, où les frontières sont fermées hermétiquement et où les politiques migratoires ignorent les droits humains. Le processus d'élargissement doit assurer le respect entier des droits syndicaux et des travailleurs, un soutien pour le dialogue social et la négociation collective et un alignement à l'acquis social européen.

La CES et ses affiliés renforceront leurs efforts et leurs initiatives, y compris en mobilisant les travailleurs, en travaillant avec d'autres pour créer une Europe fondée sur la coopération et la solidarité, plus juste pour les travailleurs et les citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Une Europe où toutes les personnes - quels que soient leur métier, leur origine et leur amour - sont pleinement respectées et bénéficient des valeurs européennes que nous défendons.

Une Europe où nos efforts collectifs, notre voix et notre intelligence sont mobilisés pour créer une économie équitable, durable, sûre et inclusive qui profite aux travailleurs - et où les travailleurs bénéficient des changements technologiques et n'en sont pas les victimes.

Une Europe qui répond aux préoccupations sociales et sécuritaires en créant une société et une économie adaptées à nos concitoyens d'aujourd'hui et de demain - une Europe sûre, pacifique, prospère, équitable, durable, respectueuse et inclusive que tous ses habitants sont fiers de soutenir et dont ils font partie.

La CES et ses affiliés continuent de se mobiliser en faveur d'un accord équitable pour les travailleurs !

Pour une Europe équitable avec des emplois de qualité, des salaires plus élevés, une protection sociale renforcée, d'excellents services publics, l'égalité pour tous, des idéaux démocratiques, des droits des travailleurs solides fondés sur la négociation collective et le dialogue social.

Construisons une Europe que nous serons fiers de transmettre aux générations futures.



Assurer un
Traitement
Équitable pour
les **Travailleurs**
dans un **Monde**
en **Mutation**